Ecole occupée, Lieu-dit, 6 rue Baptiste Marcet

# DES LIEUX VIDES, DES GENS À LA RUE !?

## La municipalité s'en fout.

Cinq familles dans la rue, hommes, femmes, enfants, quelle importance ?

**Elle s'en fout** de laisser dans la misère ces familles Rroms après la fermeture du gymnase, marquant la fin du plan d'urgence hivernal. Installées dans le Parc Couriot, elles sont intimidées et menacées par la police municipale qui, ne reculant devant rien, ira jusqu'à profiter de leur absence pour jeter l'ensemble de leurs affaires, dont les jeux et cartables des enfants. La classe, mépris de classe.
**Elle s'en fout** de ce quartier, de cette école vacante et déclassée depuis six ans, aux projets immobiliers inutiles et avortés. `

**Elle s'en fout** comme des centaines d'autres locaux inutilisés dans toute la ville.

**Elle s'en fout** jusqu'au jour où des personnes décident de prendre l'école en question et de lui (re)donner tout son sens public. Une (ré)appropriation éphémère de l'école Baptiste Marcet pour mettre en lumière la vacance aberrante d'un bâtiment, pour bouleverser les règles du jeu, pour faire advenir une présence, pour défaire les habitudes, pour libérer une parole (et nos camarades), bref, pour entrebâiller des possibles. Une occupation pour réclamer ce à quoi tout être humain peut légitimement aspirer : le droit de vivre et non de survivre.

C'est alors que survient le changement. La municipalité ne s'en fout plus et veut reprendre la main ! Le mécanisme est bien huilé : elle dépose plainte le 2 mai, elle obtient une audience en urgence (référé) pour atteinte intolérable au droit de propriété le 17 mai, et pourra expulser le Lieu Dit dès lundi 6 juin au petit matin. Une hâte absurde vu l'absence de projets pour le bâtiment. D'autant plus absurde qu'aucune concertation n'a été mené avec les habitants du quartier.
Tout au contraire, le nouveau standing veut valoriser le quartier. Mais disqualifie dans le même temps ses lieux existants et ses habitants. La ville lissée, esthétisée, designée et réhabilitée autorise certaines paroles et rend les autres inaudibles. Ce vivre-ensemble uniforme, attractif et compétitif aseptise et ne correspond en rien à nos en - vies.
Dans ce contexte de rapport de pouvoir Perdriau ne s'en fout plus et veut à nouveau jouir et user de son bien, comme il le faisait jusqu'à présent à si bon escient ! Et il a les cartes en main : un scandaleux chantage est en même temps imposé aux familles par la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS). Prise de court et soudainement drapée de bonnes intentions, cette dernière propose alors (heureuse coïncidence ?) une solution de logement aux personnes dehors. Le ton est donné, ne mettez pas les pieds dans ce squat – gros mot ! – sinon nous arrêtons l'accompagnement que nous vous proposons (mais qui n'a pas encore commencé). A la clef, la vie en appartement, la normalité, l'intégration, soumise à conditions. D'ici-là, vivez avec les rats.

Comme des ingrats, les familles resteront donc sur un campement tout aussi illégal mais bien plus insalubre. Le sol ruisselant suite aux pluies abondantes, un poêle de fortune, quelques palettes, des tentes. Où est l'intolérable ? Trop effrayées par les menaces des autorités, ces personnes ne viendront pas habiter les lieux ouverts pour eux, dans lesquels nombre de petites mains, embarquées par la solidarité, se sont activées. Les Rroms ne sont donc pas venus à l'école jaune. Pour autant, d'autres personnes à la rue y ont trouvé un toit. D'autres encore l'occupent, fiers, dans la galère, précaires, surprenants et invitants. Un atelier, un ptit ciné, un terrain de foot, une bibliothèque, une zone de gratuité, des salles de réunions, tout ça sans subvention. Cet espace d'activités et d'habitation, ce lieu fédérateur et bouillonnant, ouvert sur le quartier, déplaît. La Mairie veut invisibiliser la précarité et préfère la charité à l'émancipation. Elle ne tolère pas de ne pas contrôler les rues (encombrées de poubelles, grève générale !), les corps (blocages et sabotages!), les initiatives (soutien au CTM !), les écoles.

Elle ne s'en fout donc plus de nous. Ce nous qui s'est construit à l'intérieur de ces murs.

Une vraie réponse à la situation dramatique actuelle commençait à émerger, la municipalité l'a rapidement fait avorter. Nous expulser pour de nouveau murer le bâtiment ne trouvera aucune légitimité. La pérennité du lieu est clairement compromise, mais qu'importe, ce nous existe et grandira à mesure que grandira l'indifférence et le mépris de nos décideurs et de leur monde.

**Car nous, on ne s'en fout pas !**

**Ouvrons-tout, bloquons-tout, regardons-nous, inventons-nous, soulevons-nous, rencontrons-nous !**

Les occupant-e-s du Lieu Dit,